

Pour un centralisme démocratique renouvelé. La nécessité d'un débat

Par Lorenzo Battisti Pcf 13^e Paris

Le congrès du PCF a fait ses premiers pas. Le CN a proposé une base commune et plusieurs textes alternatifs cherchent à rallier des soutiens pour proposer un texte différent comme point de départ de la discussion.

Ce processus est différent de celui qui a historiquement caractérisé le mouvement communiste : presque tous les partis communistes du monde, au moins jusqu'en 1989, ont élaboré leurs orientations à partir du centralisme démocratique qui interdit avant tout la création de courants, considérés comme des « organisations au sein de l'organisation » qui empêchent une véritable discussion, affaiblissent le parti et se prêtent à des manœuvres extérieures visant à nuire au parti.

En particulier, le PCF, après avoir abandonné le centralisme démocratique, a décidé d'adopter une forme hybride : tout en interdisant les courants, il permet à différents groupes en son sein de présenter des textes alternatifs pour servir de base à la discussion au cas où ils seraient mécontents de la base proposée par la direction. Une fois la base commune décidée, la discussion collective se fera à partir de cette nouvelle base commune. Inutile de nier que cette organisation a en fait conduit à la création de groupes permanentes de membres qui ressemblent beaucoup aux courants que l'on veut justement empêcher.

Aujourd'hui, on assiste à une demande de retour au centralisme démocratique. Une demande positive, car elle part du constat des limites de l'organisation actuelle, qui, sous les apparences d'une plus grande ouverture, a en réalité affaibli le Parti à travers la division en fractions (souvent plus attentives à leur propre croissance au détriment de celle du Parti, et méfiantes envers quiconque n'appartient à aucune fraction). D'un autre côté, la demande d'un retour pur et simple au centralisme démocratique comme par le passé ne reconnaît ni les limites de cette expérience, ni les transformations de la réalité sociale dans laquelle le Parti agit aujourd'hui.

La nécessité d'un nouveau centralisme démocratique

La demande d'un retour au centralisme démocratique tel qu'il était organisé autrefois part d'un constat correct : l'organisation par textes alternatifs, comme celle en courants typique des partis socialistes et sociaux-démocrates, empêche un véritable débat entre les adhérents, car elle crée des « équipes » en compétition permanente, qui se figent dans l'aversion envers les équipes adverses sans reconnaître l'apport positif des autres positions. De plus, chaque faction tend à boycotter, ou à tout le moins à ne pas appliquer, les décisions approuvées démocratiquement lorsqu'elle ne les partage pas, provoquant un dysfonctionnement du Parti et une faible efficacité.

Mais ce besoin d'un nouveau centralisme démocratique oublie que, pour fonctionner, celui-ci doit reposer sur l'acceptation mutuelle et la synthèse : si celui qui gagne « prend tout », on risque de tomber dans un centralisme bureaucratique qui affaiblit le Parti au lieu de le renforcer.

Le centralisme démocratique ne nie pas les rapports de force au sein du parti, mais reconnaît en même temps la contribution de chacun à l'élaboration et à l'application des orientations, évitant ainsi les comportements délégitimants ou la marginalisation des forces vives uniquement sur la base de désaccords.

Il est à mon avis nécessaire de répondre à cette demande qui vient de la base du Pcf, et il convient d'ouvrir une discussion où l'on fera le bilan tant du système actuel que du centralisme démocratique « historique », afin d'en reconnaître les mérites et les limites, et de trouver de nouvelles formes pour l'appliquer à la situation d'aujourd'hui.

Je me permets d'esquisser quelques points de cette discussion qui nécessiterait un bilan historique et des études plus approfondies.

Le centralisme démocratique, tel qu'il a existé dans les PC jusqu'en 1989, a permis de garantir l'unité du parti et une uniformité d'action. Contrairement aux sections socialistes, chacune tournée vers le débat interne au sein de sa propre direction, les sections communistes agissaient de concert vers l'extérieur. Mais des applications déformées du centralisme démocratique, surtout lorsque les partis étaient marginaux et soumis à des replis identitaires, ont conduit à une application stupide de celui-ci, où la discussion devenait marginale, évitant ainsi l'effort de convaincre les camarades dubitatifs et conduisant ces camarades à la marginalisation ou à l'exclusion.

C'était un prix à payer face aux nécessités historiques : en effet, tant en URSS que dans les pays occidentaux, le centralisme démocratique s'est formé à un moment d'attaque directe contre le mouvement communiste (qui a conduit à la Seconde Guerre mondiale) et dans une situation où les partis étaient dans la clandestinité ou la semi-clandestinité.

Ça a conduit à des dérives quand les PC ont retrouvé leur pleine capacité politique après la Seconde Guerre mondiale : quand la ligne de la direction n'apportait pas les résultats espérés, le centralisme démocratique (mal appliqué) a été utilisé contre ces camarades critiques, en les accusant d'être la cause de l'échec et en les poussant à partir ou à être expulsés.

Comme indiqué plus haut, le centralisme démocratique nécessite une reconnaissance mutuelle des camarades qui soit bidirectionnelle : de la « majorité » envers les critiques et vice versa. Ça ne peut pas être codifié dans les statuts : soit ça existe, soit ça n'existe pas. Dans le passé, la clandestinité et la Résistance ont créé ce climat interne, où même face à des critiques très vives, il n'y a jamais eu de délégitimation mutuelle et on n'en est donc jamais arrivé à des exclusions.

Aujourd'hui, il est beaucoup plus difficile de créer ce lien, surtout dans un parti où les divisions se sont accentuées à la suite de décennies de lutte sur l'identité du parti, qui ont créé des zones de sensibilité communes stables.

Il serait myope d'envisager un retour au centralisme démocratique en se contentant de reproduire celui du passé, sans tenir compte de la situation actuelle et du processus historique qui a été traversé.

Le plus grand risque, à mon avis, du centralisme démocratique, c'est qu'il puisse être utilisé par une majorité pour éliminer définitivement la minorité. Ce qui est déjà dangereux en soi pour le développement du parti, mais qui pourrait en plus être potentiellement utilisée par une future direction non communiste pour changer l'identité du parti.

Une possibilité d'application du centralisme démocratique aujourd'hui pourrait consister à reprendre les aspects positifs du passé, tout en introduisant des mécanismes protégeant la partie du Parti qui ne partage pas la ligne décidée au congrès. On pourrait ainsi envisager que le congrès s'organise autour d'un document produit par le Comité central, discuté par les adhérents lors des

congrès de section et de fédération, puis approuvé par le congrès national. On passerait donc à l'élimination des textes alternatifs. En même temps, pour protéger la partie du Parti qui ne se reconnaît pas dans le document approuvé au congrès, on pourrait prévoir, lors de la sélection des membres du futur Comité central (ou des comités correspondants aux autres niveaux), des sièges pour ceux qui n'ont pas approuvé le document du congrès.

Comme ça, tout en préservant l'obligation pour tous les membres (élus ou non) de se conformer à la ligne du Parti dans leurs propos et leurs actions, on prévoit la représentation de ceux qui ne soutiennent pas la direction actuelle¹.

Un autre mécanisme qu'il serait utile d'introduire est celui actuellement en vigueur à la CGT. La direction sortante soumet un bilan de son action et de l'application des décisions du congrès précédent, bilan qui est voté par les adhérents séparément du document politique.

On peut aussi prévoir dans les statuts que des minorités d'importance significative, comme 25 % ou 30 % du comité central, ou 10 % des adhérents (les pourcentages peuvent évidemment varier), puissent décider de demander un référendum à soumettre aux adhérents sur un sujet donné, ou bien qu'elles puissent bloquer et demander le réexamen d'une décision du comité central, etc.

Au-delà des propositions que je viens de faire (qui ne sont que des exemples), je pense qu'il est important de ne pas ignorer cette demande positive qui vient de la base du Parti, et d'ouvrir une discussion sur la forme que le centralisme démocratique peut prendre aujourd'hui. La demande d'une plus grande unité du Parti, d'une uniformité de comportement et d'action de tous ses membres (sans distinction en courants ni privilèges pour les élu·e·s, eux-mêmes soumis aux décisions démocratiquement adoptées) pour une plus grande efficacité en ces temps difficiles constitue une avancée importante dans la discussion du Parti communiste français, qui ouvre de nouvelles perspectives pour l'avenir.

¹ Ce n'est qu'une suggestion, une contribution destinée à susciter le débat. L'important, c'est comment répondre à cette nouvelle demande, positive et juste, d'un centralisme démocratique renouvelé, qui tire les leçons des erreurs du passé, qui s'adapte à la situation actuelle et future, et qui permette à chacun de s'exprimer et la reconnaissance mutuelle des positions au sein du Parti.